

51792



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/72
18 mars 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains du
commerce et du développement -
Réunion préparatoire à la septième
session de la Conférence des Nations
Unies sur le commerce et le dévelop-
pement

Addis-Abeba (Ethiopie), 16-18 mars 1987

PROJET DE RAPPORT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS
DU COMMERCE - REUNION PREPARATOIRE A LA SEPTIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

I. INTRODUCTION

1. La Conférence des ministres africains du commerce et du développement préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 16 au 18 mars 1987, sous la présidence de S.E. W.A. Kondiano, ministre adjoint du commerce et de l'industrie du Kenya. La Conférence a été ouverte par le Camarade Tesfaye Dinka, membre suppléant du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs de l'Ethiopie et ministre chargé des services financiers et économiques au Conseil des ministres. Cette réunion devait permettre d'élaborer une position commune africaine au sujet de l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les participants à la Conférence étaient saisis d'un document intitulé "Déclaration des ministres africains du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" (E/ECA/TRADE/70), exposant la position de l'Afrique élaborée par le Groupe intergouvernemental d'experts qui s'était réuni à Addis-Abeba du 12 au 15 mars 1987. Cette position commune africaine portait sur des questions d'importance vitale, notamment les mouvements de ressources y compris la dette extérieure, les produits de base, le commerce international et les problèmes des pays les moins avancés.

II. PARTICIPATION

2. Etaient représentés à la Conférence les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique indiqués ci-après : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organismes et institutions ci-après y ont assisté en qualité d'observateurs : CNUCED, Centre du commerce international (CCI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Banque africaine de développement (BAD), Organisation de l'unité africaine (OUA) et Ligue arabe.

ELECTION DU BUREAU

4. Les pays suivants ont été élus membres du bureau :

Président	Sénégal
Premier vice-président	Egypte
Deuxième vice-président	Kenya
Troisième vice-président	Rwanda
Rapporteur	Zambie

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

5. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Revitalisation du développement, de la croissance et du commerce international dans un environnement plus prévisible et plus favorable, par le biais de la coopération multilatérale : Evaluation des tendances économiques pertinentes et des changements structurels globaux et élaboration appropriée de politiques et de mesures, en ce qui concerne des questions fondamentales dans les domaines interdépendants suivants :

- a) Ressources pour le développement, y compris les ressources financières, et questions monétaires connexes;

b) Produits de base;

c) Commerce international;

d) Problèmes des pays les moins avancés, eu égard au nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

5. Examen de la question de la répartition des fonctions au sein du Groupe des 77 et au cours de la session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et étude des questions de stratégie à adopter

6. Questions diverses

7. Adoption du rapport et clôture de la réunion

IV. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Discours d'ouverture

6. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence W.A. Kondiano, ministre adjoint du commerce et de l'industrie du Kenya. Dans son allocution préliminaire, il a, au nom des participants, remercié le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste de l'hospitalité réservée à toutes les délégations depuis leur arrivée. Le Camarade Tesfaye Dinka, membre suppléant du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs de l'Ethiopie et ministre chargé des services financiers et économiques au Conseil des ministres, a souhaité la bienvenue aux délégations au nom du Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Parti des travailleurs de l'Ethiopie, Président du Conseil militaire administratif provisoire et Commandant en chef des forces armées ainsi qu'en celui du peuple et du Gouvernement éthiopiens. Après avoir souligné l'importance cruciale que revêtait la réunion préparatoire de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il a attiré l'attention des participants sur le fait que les années 80 se caractérisaient par une instabilité économique largement imputable à certains politiques appliquées par les pays industrialisés, en particulier celles visant à réduire l'inflation et à corriger d'autres déséquilibres structurels de leurs économies respectives. Le résultat final de ces politiques avait été le triplement des taux d'intérêt et l'apparition de la crise de la dette.

7. Ces politiques avaient entraîné une récession dont les effets négatifs se manifestaient par un renforcement du protectionisme dans les pays développés et une réduction des exportations des pays en développement. Le Camarade Tesfaye Dinka a en outre déclaré que l'instabilité économique se traduisait par une chute des cours des produits de base, une augmentation des taux d'intérêt, et des fluctuations considérables des taux de change, tous ces facteurs contribuant à aggraver le problème de la dette. Il a souligné qu'il était possible que les pays en développement tôt ou tard envisagent d'adopter la même attitude que le Brésil comme étant la seule solution viable à leurs problèmes d'endettement. Une telle éventualité serait inévitable si l'environnement économique international continuait d'être défavorable à la croissance.

8. Il a déclaré que l'aggravation du protectionisme, la chute des cours des produits de base, les obstacles à l'application des accords internationaux sur les produits de base, voire la suspension de certains d'entre eux avaient contribué à réduire les recettes d'exportation des pays en développement. Le Camarade Tesfaye Dinka a en outre déclaré que l'évolution récente de l'économie mondiale n'avait pas permis une croissance soutenue des pays en développement, et que les effets négatifs de cette évolution avaient été surtout ressentis par l'Afrique dont les économies fragiles avaient été durement touchées par la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles, sans parler de l'augmentation des prix du pétrole. C'est ainsi, qu'à la fin de l'année 1986, la dette de l'Afrique était d'environ 200 milliards de dollars. Si l'on considérait la capacité de paiement des pays, les obligations de l'Afrique au titre du service de la dette lui imposaient un fardeau beaucoup plus lourd que pour toutes les autres régions en développement.

9. Le Camarade Tesfaye Dinka s'est déclaré préoccupé par le fait que la détérioration des termes de l'échange, associée à d'autres phénomènes extérieurs défavorables, avait abouti à la dégradation du niveau de vie des populations en Afrique. A cet égard, la situation n'était pas meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 60. Il a mis l'accent sur les conséquences, d'un environnement extérieur hostile, et a rappelé certaines des difficultés rencontrées dans l'application des programmes d'ajustement. A son avis, ces programmes devaient être assortis de flux adéquats de ressources à des conditions adaptées aux fragiles

économies africaines. Il a déploré que le montant de l'aide à des conditions libérales ait diminué ces dernières années, ce qui s'expliquait en partie par la conditionalité liée à ces apports.

10. Le Camarade Tesfaye Dinka a ensuite rappelé aux participants l'existence du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 lequel avait été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains, puis entériné par l'Assemblée générale des Nations Unies, et a insisté sur la nécessité de tenir compte de ce programme lorsqu'ils définiraient la position de l'Afrique à présenter au Groupe des 77 et à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Revenant à la question de l'endettement extérieur de l'Afrique, il a déclaré que les pays africains ne pouvaient tout seuls résoudre leurs problèmes d'endettement et qu'il fallait à cet égard, adopter nécessairement une approche globale. Il a expliqué que c'était l'une des raisons pour lesquelles les chefs d'Etat et de gouvernement africains avaient demandé la convocation d'urgence d'une conférence internationale sur l'endettement extérieur de l'Afrique. Il a donc invité les participants à n'épargner aucun effort en vue d'obtenir le soutien du Groupe des 77 pour que le problème de la dette de l'Afrique fasse l'objet d'un examen spécial.

11. A propos des pays les moins avancés, l'orateur a déclaré que ces pays, dans leur majorité, étaient situés en Afrique, et devraient recevoir plus de ressources à des conditions libérales de la part du Fonds monétaire international et de toutes les institutions de financement. En ce qui concerne les marchés des produits de base, il a déclaré que le Groupe des 77 devrait continuer d'insister auprès des pays industrialisés qui ne l'avaient pas encore fait pour qu'ils signent et ratifient l'Accord relatif au Fonds commun dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base. Le Camarade Tesfaye Dinka a conclu en félicitant M. K. Dadzie pour sa nomination au poste de Secrétaire général de la CNUCED et a souhaité plein succès à la Conférence qui avait pour objet de faire en sorte que l'Afrique retire le maximum d'avantages de la septième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

12. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, a souhaité la bienvenue aux délégations et exprimé sa gratitude au Gouvernement et au peuple de l'Ethiopie socialiste pour l'hospitalité offerte à toutes les délégations depuis leur arrivée à Addis-Abeba. Il a tout particulièrement souhaité la bienvenue à M. Kenneth Dadzie, Secrétaire général de la CNUCED venu participer à la réunion. Il a en outre remercié M. Tesfaye Dinka, membre suppléant du Politbureau du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, chargé des questions financières et économiques au Conseil des ministres pour son allocution suscitant la réflexion. Il a donné un aperçu de l'ampleur de la crise économique sans précédent que connaît l'Afrique depuis la sixième session de la Conférence et souligné que le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 étaient devenus les principaux points de référence pour la formulation de politiques et de programmes en vue du redressement socio-économique et du développement de l'Afrique.

13. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement allait dans le sens des préoccupations fondamentales des documents précités, à savoir le redressement et la croissance économiques. En fait, le processus de redressement économique de l'Afrique avait démarré en 1986, comme l'indiquait l'engagement positif en faveur des réformes économiques. De nombreux pays africains avaient entrepris les ajustements structurels nécessaires qui permettraient de jeter les bases d'une croissance et d'un développement économiques autonomes.

14. Il a en outre attiré l'attention sur un certain nombre de questions essentielles découlant de la situation économique internationale. Il s'agissait d'abord de la rigidité des politiques économiques et commerciales des pays industrialisés à l'égard de l'Afrique, en particulier en matière de fixation des prix des produits primaires sur le marché mondial, du protectionnisme et de la détérioration des termes de l'échange qui entraînaient l'aggravation de la situation déjà inquiétante de la balance des paiements de nombreux pays africains. Il s'agissait ensuite des sorties de capitaux que connaissait l'Afrique. Avec une dette extérieure totale de plus de 200 milliards de dollars à la fin de 1986, la région devrait dépenser entre 16 et 24 milliards de dollars par an pour assurer le service de sa dette pendant la période 1986-1990.

15. Un autre grave sujet de préoccupation était la baisse de l'Aide publique au développement (APD) en termes réels. En dépit d'un certain accroissement des flux d'APD de certains pays donateurs en faveur de quelques pays africains, on avait assisté à une réduction globale de l'assistance financière fournie à la région contrairement aux engagements pris au titre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Cette situation serait encore aggravée par la cessation fin des activités du Fonds spécial pour l'Afrique subsaharienne de la Banque mondiale à la date du 30 juin 1987. Il en résulterait que les pays africains ne seraient assurés d'aucun accroissement significatif du flux des ressources financières en provenance des pays développés.

16. S'agissant des problèmes des pays les moins avancés, il était préoccupé que 27 des 50 pays africains appartenaient au groupe des PMA et qu'un autre pays était sur le point de rejoindre ledit groupe. En dépit du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des PMA adopté à Paris en 1981, tous les PMA d'Afrique continuaient de connaître une détérioration constante de leur croissance économique. Si ces tendances devaient se maintenir, la plupart des pays africains appartiendraient aux pays les moins avancés à l'horizon 2000.

17. Il a conclu en soulignant que c'était dans un tel contexte que la région abordait les négociations de la septième session de la Conférence qui devrait s'attacher à trouver des solutions aux problèmes susmentionnés. A cette fin, des concessions particulières avaient déjà été faites aux pays africains par la Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique et sociale critique en Afrique tenue en mai 1986. En conséquence, il conviendrait que, tout en ayant à l'esprit la nécessité de maintenir la cohésion du Groupe des 77, l'Afrique ne perde pas les gains laborieusement acquis. Il faudrait donc avant la septième session de la Conférence et s'agissant de l'Afrique, adopter des mesures concrètes en vue d'appliquer les décisions de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale.

18. Dans son allocution d'ouverture, M. Brownson Dede, Secrétaire général adjoint de l'OUA, a, au nom de son S. E. M. Ide Oumarou, Secrétaire général de l'OUA, empêché, souhaité la bienvenue à toutes les délégations, et tout particulièrement à M. Kenneth Dadzie, le nouveau Secrétaire général de la CNUCED et le premier Africain à occuper ce poste.

19. Il a ajouté que le but de la Conférence était d'adopter une position africaine commune concernant tous les points et questions à l'ordre du jour de la septième session de la Conférence dans le cadre de la préparation de la réunion ministérielle du Groupe des 77 et de la Conférence de la CNUCED. Il importait qu'une position africaine commune produise les questions vitales préoccupant l'Afrique, telles que celles qui avaient été définies dans le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Parmi les questions méritant une attention particulière figuraient l'augmentation du transfert de ressources à des conditions libérales pour l'exécution du Programme prioritaire; le problème de la dette extérieure des pays africains, notamment la convocation d'une Conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique; la question des produits de base; et la situation particulière des pays africains les moins avancés.

20. Ces problèmes sérieux étaient abordés dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Le Groupe intergouvernemental d'experts avait, lors de sa réunion, discuté à fond de ces questions et il fallait donc que la Conférence des ministres examine les propositions des experts et définisse des stratégies de négociation, en tenant compte des préoccupations particulières de pays africains.

21. Les participants à la Conférence devaient accorder une attention particulière à la nature des résultats de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, car l'Afrique ne serait satisfaite que si ces résultats étaient tangibles et concernaient les questions prioritaires relatives au développement et au redressement économique accélérés des pays africains.

22. Le Ministre rwandais du commerce a présenté au nom des participants une motion de remerciement au Gouvernement éthiopien. Il a rendu hommage au Camarade Tesfaye Dinka, membre suppléant du Bureau politique du Comité central du parti des travailleurs d'Ethiopie, et chargé des services économiques et financiers du Conseil des ministres, pour le discours éclairant qu'il a prononcé à l'ouverture de la Conférence. Il a ensuite prié le Camarade Tesfaye Dinka de transmettre les sincères remerciements de toutes les délégations au Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil administratif et militaire

provisoire et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement de l'Ethiopie socialiste, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité typiquement africaine accordée aux ministres depuis leur arrivée à Addis-Abeba. Il a rappelé aux ministres l'importance de la Conférence, qui devait arrêter une position africaine commune pour la prochaine session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Ministre a également remercié le secrétariat d'avoir mis à la disposition des délégations une documentation de grande qualité, et a exprimé le vœu que les travaux de Conférence, grâce à la collaboration des experts, déboucheraient sur un document reflétant les points de vue et les préoccupations de l'Afrique.

Déclarations

23. Le Secrétaire général de la CNUCED a déclaré que la septième session de la Conférence pourrait constituer un tournant pour les pays en développement dans leurs efforts tendant à revitaliser la coopération économique multilatérale, à condition qu'ils s'organisent et déploient leurs efforts de façon concertée. La septième session pouvait fournir aux pays africains l'occasion de faire en sorte que soient mieux honorés les engagements pris par la Communauté internationale dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement en Afrique 1986-1990. A cet égard, la septième session pouvait être l'occasion de souligner les problèmes généraux de développement propres à l'Afrique et de rechercher des solutions à ces problèmes.

24. S'agissant des travaux du Groupe d'experts qu'avaient eu lieu avant la Conférence des ministres, les propositions concernant les mesures à prendre, complétées par l'évaluation de la situation dans chacun des quatre grands domaines figurant dans l'ordre du jour de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à savoir : les ressources pour le développement, les produits de base, le commerce international et les pays les moins avancés, étaient une riche source d'inspiration pour les ministres. Abordant l'ordre du jour de la septième session, l'orateur a déclaré que l'objectif primordial du thème de la septième session était la revitalisation du développement, de la croissance et du commerce international. Les travaux de la Conférence seraient la convergence des éléments de ces quatre différents domaines, à la lumière de cet objectif. Parmi ces éléments,

on pouvait citer l'impact de l'environnement international, sur lequel des pays en développement n'avaient aucune prise, la nécessité d'adopter des politiques d'expansion dans l'économie mondiale, ainsi que la nécessité de trouver de nouvelles sources de financement extérieur pour le développement.

25. Abordant certaines questions en rapport avec la stratégie de négociation devant être adoptée pour la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il a expliqué qu'un consensus se dégagait sur le fait que les chances de succès de la Conférence seraient grandement accrues si une série de consultations et de négociations intensives sur les questions de fond était organisée en mai et juin sous les auspices du Conseil du commerce et du développement. Cette procédure, qui tiendrait compte des positions des groupes et des pays viserait à réduire les divergences de vues au niveau des analyses et des politiques proposées avant l'ouverture de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le dialogue allait être complexe. Les pays développés, qui avaient déjà fait connaître leurs points de vue sur l'ordre du jour et la nature des mesures éventuelles, devraient être persuadés d'abonder dans le sens des pays en développement.

26. Il a laissé entendre que la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, avait les meilleures chances d'être couronnée de succès si le Groupe des 77 s'employait, de manière organisée, à faire aboutir les négociations dans un certain nombre de domaines vitaux pour les pays en développement tout en tenant compte des intérêts légitimes des autres parties.

27. Traitant des directives pour l'action à mener lors de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il a suggéré, d'examiner au-delà des mesures sectorielles, certains thèmes intersectoriels. Premièrement, des efforts devraient être déployés pour relancer la croissance de l'économie mondiale, en particulier, par le biais des principaux pays à économie de marché en tenant compte des intérêts des pays en développement et de la nécessité de réduire le chômage dans les pays industrialisés. Deuxièmement, il conviendrait de noter qu'une économie mondiale saine ne suffirait pas à assurer le développement. En plus de l'engagement et du travail de leurs populations, les gouvernements devraient s'engager à mettre en place, aux niveaux national, et international des

mécanismes de soutien au développement. Aussi, le développement devrait-il être en bonne place dans le dialogue entre les gouvernements. Troisièmement, les changements structurels devraient être considérés comme faisant partie de la problématique du développement. Une compréhension de ce processus par tous conduirait à des mesures à plus long terme qui permettraient de modifier les structures et les systèmes économiques, de les rendre plus efficaces et plus équitables et d'améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale pour le plus grand bien de tous les pays.

Examen du rapport de la réunion préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce et du développement (point 4 de l'ordre du jour)

28. Le président du Groupe intergouvernemental d'experts (Sénégal) a présenté le rapport E/ECA/TRADE/69 de son Groupe ainsi que le projet de déclaration qui y était annexé (E/ECA/TRADE/70). Il a déclaré que ce document avait été établi à partir du rapport intérimaire du Comité préparatoire (PC/77/VI/1) présenté par le comité préparatoire du Groupe des 77 de Genève et du document E/ECA/TRADE/54 intitulé "Redressement économique, croissance et développement de l'Afrique : proposition à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Conférence a pris note du rapport. Elle a examiné certaines questions découlant du rapport telles que la mise en place d'un mécanisme de suivi chargé de surveiller à l'application des décisions prises lors des sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi que la demande présentée par la République de Chine pour bénéficier du statut qu'observateur à la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77, il a été finalement décidé d'examiner ces questions au titre du point 6 de l'ordre du jour.

Examen quant au fond de la Déclaration des ministres africains du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

29. Les participants ont décidé de l'examiner chapitre par chapitre.

a) Ressources pour le développement y compris les ressources financières et questions monétaires connexes (point 4 a) de l'ordre du jour).

30. Présentant ce chapitre, le Président du Groupe intergouvernemental d'experts a indiqué que le document en question avait été établi par un comité d'experts sur la base de deux documents à savoir le "Rapport intérimaire du comité préparatoire du Groupe africain de Genève" (PC/77/VI/1) et le document intitulé : "Redressement économique, croissance et développement de l'Afrique : Proposition à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" (E/ECA/TRADE/54). En concluant, il a souligné que les projets de propositions contenus dans le document E/ECA/TRADE/70 dont étaient saisis les ministres se fondaient sur ces deux documents et exposaient la position des pays africains à présenter à la réunion du Groupe des 77, prévue à La Havane.

31. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont proposé certain nombre de modifications qui ont été incorporées au texte révisé.

b) Produits de base (point 4 b) de l'ordre du jour)

32. Présentant ce point de l'ordre du jour, le Président du Groupe d'experts a indiqué que dans l'ensemble, ce document reprenait le texte soumis par le Comité préparatoire du Groupe des 77. Toutefois, quelques modifications avaient été apportées au document E/ECA/TRADE/54 de la CEA.

33. Un certain nombre de représentants ont pris la parole pour réaffirmer l'importance que revêtaient les produits de base pour l'Afrique et la nécessité de la solidarité entre le Groupe des 77 et l'Afrique à ce sujet. Un certain nombre d'amendements ont été apportés au texte proposé par les experts.

c) Examen du chapitre sur le commerce international et questions relatives aux relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents (Point 4c) de l'ordre du jour)

34. En présentant le chapitre sur le commerce international, le Président de la réunion a indiqué qu'il n'y avait pas eu d'importants changements dans le document présenté par le Groupe des 77. Néanmoins, les experts avaient apporté certains amendements en se basant sur le document établi par le secrétariat de la CEA (E/ECA/TRADE/54). La partie traitant des relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents a été approuvée telle quelle.

35. Au cours des débats qui ont suivi, on a soulevé qu'il était important que les pays africains arrêtent une position commune lors des négociations internationales menées avec les pays développés. En conséquence, il a été jugé nécessaire que la présente Conférence élabore cette position. De même, on a souligné la nécessité de disposer d'un mécanisme pertinent au sein du Groupe des 77 afin de suivre l'application des décisions adoptées par la CNUCED. C'est sur ces bases que la Conférence a adopté le chapitre en question.

d) Examen des problèmes des pays les moins avancés, eu égard au nouveau Programme substantiel d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (Point 4d) de l'ordre du jour)

36. En présentant le chapitre consacré à cette question, le Président a indiqué qu'un certain nombre de paragraphes du document de la CEA avaient été incorporés dans le document E/ECA/TRADE/70. Au cours des débats qui ont suivi, les ministres ont apporté un certain nombre d'amendements qui ont été inclus dans le document proposé par les experts.

Examen de la question de la répartition des fonctions au sein du Groupe des 77 et de la session de la CNUCED et étude des questions de stratégie à adopter (Point 5 de l'ordre du jour)

37. Le Président a informé les participants qu'à l'issue des consultations tenues entre les membres du bureau, il a été recommandé que l'Afrique préside la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il convenait que la personne choisie soit une personnalité de niveau international et n'ignore rien des négociations internationales menées au sein de la CNUCED. Sur cette base, le Bureau a proposé la candidature de M. Bernard T. Chidzero, ministre des finances et de la planification économique du Zimbabwe, lequel qui se révélait être la personne la plus qualifiée pour présider de la septième session de la Conférence. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité par acclamation.

38. S'agissant des autres questions inscrites à l'ordre du jour telles que l'attribution des postes de vice-présidents de la Conférence (l'Afrique disposerait de six postes), les présidents des groupes et les porte-parole du Groupe africain, il a été décidé de renvoyer ces questions pour examen à la Havane.

Questions diverses (Point 6 de l'ordre du jour)

39. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence a examiné la question relative à la coopération économique entre pays en développement (CEPD) à la lumière de la troisième partie du rapport intérimaire du Comité préparatoire et a décidé de prendre note du document soumis à ce sujet par le Comité préparatoire du Groupe des 77 à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Conférence a décidé que cette question serait débattue à la Havane.

40. La Conférence a également examiné la stratégie à appliquer concernant ce point de l'ordre du jour de la Conférence et décidé qu'elle serait arrêtée à la Havane compte tenu de l'évolution des débats à la réunion du Groupe des 77. Une telle étude se fonderait sur les entretiens étroits entre les porte-parole et le Président du Groupe africain, en étroite collaboration avec les secrétariats de la CEA et de l'OUA.

41. La Conférence a également examiné la demande introduite par la Chine d'être dotée du statut d'observateur au sein des réunions préparatoires du Groupe des 77 à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il a été décidé à l'unanimité d'accorder ce statut à la Chine.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (Point 7 de l'ordre du jour)

42. Après avoir examiné les propositions du Groupe intergouvernemental d'experts formulées à sa réunion tenue à Addis-Abeba du 9 au 11 mars 1987, la Conférence a adopté la position commune de l'Afrique sur les questions relatives au commerce et au développement telles qu'elles figurent dans le document E/ECA/TRADE/70, intitulé "Déclaration des ministres africains du commerce et du développement à la réunion préparatoire de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement".